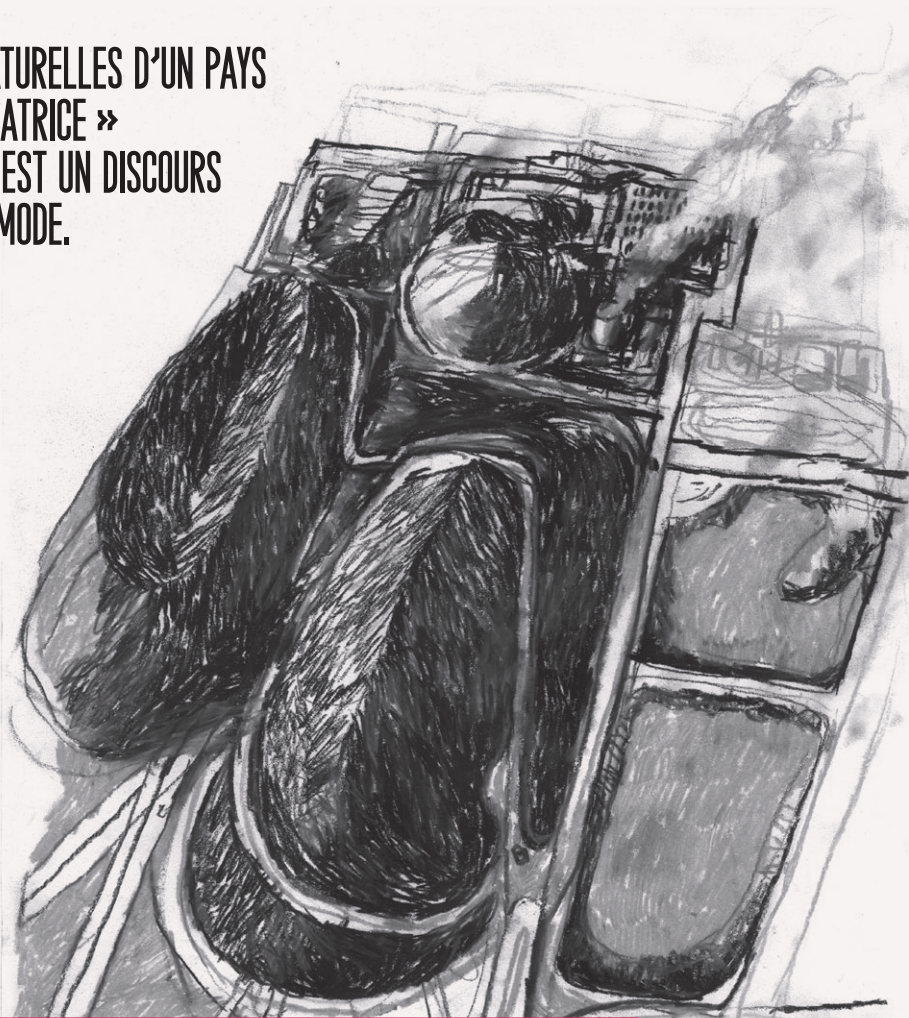


L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES D'UN PAYS
SOUS COUVERT DE MISSION « CIVILISATRICE »
OU D'AIDE AU « DÉVELOPPEMENT » EST UN DISCOURS
QUI N'A JAMAIS CESSÉ D'ÊTRE COMMODE.

leur sol¹². En 2008, l'Australie-Occidentale a décidé de lever cette interdiction pour de bon. Sourdes à la catastrophe nippone, les compagnies minières n'ont pas perdu de temps : aujourd'hui, cinq mines seraient en attente de permis et quarante-cinq sites en cours d'exploration.

L'exploitation des ressources naturelles d'un pays sous couvert de mission « civilisatrice » ou d'aide au « développement » est un discours qui, ici comme ailleurs, n'a jamais vraiment cessé d'être commode. C'est du sur mesure pour l'industrie du nucléaire, qui n'hésite pas à se salir les mains pour imposer ses activités aussi nocives que rémunératrices, contre la volonté de populations privées de voix. Demain, ce sont les peuples aborigènes de Muckaty qui risquent d'en faire les frais : leur village a été désigné pour accueillir un site d'enfouissement de déchets nucléaires. Où mieux se débarrasser des déchets de nos sociétés civilisées qu'au milieu de « nulle part », dans une *Terra nullius* habitée par... « personne » ?



Areva 0 / Kakadu 1

Le site Internet d'Areva Australia indique modestement que « si la recherche d'uranium est active, l'exploitation minière est en attente de reprise ». Mais l'industriel français fait tout pour avoir sa part du gâteau d'uranium en Australie. Il a créé pour cela Areva Australia Pty Ltd, une société holding qui opère par l'intermédiaire de deux filiales : Afmex et Koongarra. Une troisième filiale, La Mancha Resources Inc., exploite des mines d'or en Australie occidentale.

Pourtant, Areva s'est cassé les dents sur le site de Koongara, au nord du pays, où il détient des droits d'exploration depuis 1971. L'unique descendant du peuple Djok, qui dispose des droits sur ces terres, a tenu tête face aux nombreuses pressions dont il dit avoir fait l'objet, et ne s'est pas laissé séduire par les propositions de la compagnie minière. Jeffrey Lee, ranger au parc national de Kakadu a rejeté un accord qui, selon la presse, aurait fait de lui « l'homme le plus riche du pays ». Il déclarait en juillet 2007, dans une de ses rares interviews, au journal *The Age*, ne pas être « intéressé par l'argent ». « J'ai un boulot. Je peux m'acheter à manger. Je peux aller pêcher et chasser. C'est tout ce qui compte pour moi. [...] Il y a des sites sacrés ici, des sites funéraires et d'autres endroits spéciaux et c'est de ma responsabilité de les préserver. » En juin 2011, la zone de Koongara a finalement été classée à l'Unesco et rattachée au parc national où travaille Jeffrey Lee. Areva, qui avait insisté auprès de l'État australien pour empêcher l'inscription de Koongarra au patrimoine mondial, a dû faire une croix sur 14 000 tonnes d'uranium, évaluées à plus de 5 milliards de dollars australiens.

Dans le Queensland, un État qui refuse depuis des années de signer un contrat d'exploitation minière avec Areva, la firme a préféré changer de stratégie et ne pas se laisser abattre. Sa filiale spécialisée dans le solaire a décroché un gros marché : elle a été choisie par le gouvernement australien pour développer ici un projet de centrale thermique hybride au gaz de 250 mégawatts — « la plus importante du monde » selon Areva.

12 Ces régions plus urbanisées et peuplées majoritairement de Blancs ont choisi d'interdire l'extraction d'uranium sur leur sol.

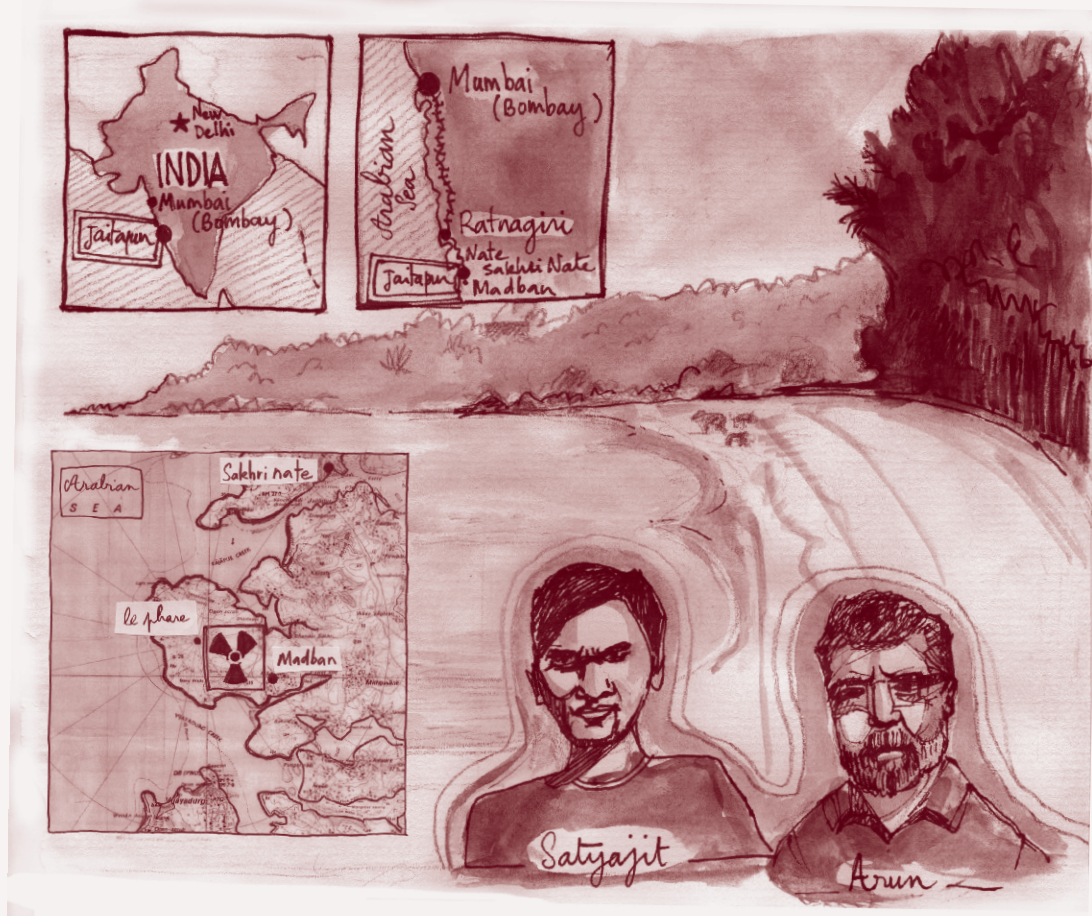
EN INDE, PARMIS LES RÉSISTANTS À L'EPR

« AREVA,
RENTRE
PAR AT J A »
CHEZ TOI ! »

PAR
NAIKÉ DEK
AVEC
SES
DESSINS

À Jaitapur, sur la côte ouest de l'Inde, Areva doit livrer deux réacteurs EPR, six à terme. Alors que la vente officielle n'a toujours pas eu lieu, le chantier a déjà démarré. Sur les terres réquisitionnées par le gouvernement, un mur est en construction. Autour, les habitants résistent.

« Areva, rentre chez toi ! », scandent-ils à chaque manifestation, déterminés à sauver leurs terres et le fruit de leur pêche. La région de Jaitapur a beau être située sur une zone à haut risque sismique, New Delhi et Areva s'obstinent. Reportage parmi « les opposants au progrès », ces nouveaux ennemis intérieurs.



C'EST une plage déserte baignée de soleil, dont le sable fin voit mourir les vagues bruyantes de la mer d'Arabie. Dissimulée derrière un rideau de hauts pins, elle apparaît sans crier gare, tout au bout du sentier. « *Voici notre terre vierge* », lance Satyajit, les yeux brillants. Une vache et ses veaux s'avancent au bord de l'eau. Sous le sable, les minuscules mouvements des crabes forment une étrange dentelle. Ce matin, malgré l'heure déjà tardive, il fallait à tout prix « *aller voir la crique* ». C'est un écrin sauvage de quelques centaines de mètres, sur la côte ouest de l'Inde, à 400 kilomètres au sud de Bombay, l'épuisante capitale économique du pays. « *Regarde comme c'est beau. Tu comprends maintenant pourquoi nous voulons défendre cette terre.* » Satyajit pointe la falaise du doigt. « *Tu vois ?* » Ce qu'il montre, c'est un petit bout de béton, minuscule au milieu du vert intense de la végétation. La lumière m'oblige à plisser les paupières pour bien le voir. Un aplat gris, une rupture sale, dérangeante. Comme le présage des drames à venir, et déjà la cause de tant de nuits sans sommeil. « *Ce bout de mur est une toute petite partie de l'enceinte que le NPCIL a commencé à construire en*

avril dernier pour y accueillir les réacteurs d'Areva. » Le Nuclear Power Corporation of India (NPCIL) est l'entreprise publique en charge de la fourniture d'électricité, le futur exploitant des réacteurs en question.

En surplomb de mer, la forteresse de béton doit accueillir un projet de production électrique aux proportions gigantesques : six réacteurs EPR d'une capacité totale de 10 000 mégawatts, livrés par Areva — qui s'occupera aussi de fournir le combustible « *pendant toute la durée de vie des réacteurs* ». L'accord-cadre signé le 6 décembre 2010 prévoit la livraison des deux premiers EPR à l'horizon 2012-2013, pour un montant oscillant entre 5 et 7 milliards d'euros. L'Inde s'est occupée de réquisitionner les terres pour le projet et de trouver le site : Jaitapur, un petit port de pêche du Maharashtra, dans le district de Ratnagiri, dont 91% des 40 000 résidents vit en zone rurale. Des bouseux à convertir au progrès : rien de bien difficile. Autant dire que le 6 décembre 2010, à New Delhi, alors que Nicolas Sarkozy s'était déplacé pour une « *visite de travail* », on a sorti les grands crus.

Ce ne fut pas le seul jour où l'on fit couler le vin : les Indiens sont de vieux amis. Les poignées

de main dans les salons feutrés, entre New Delhi et Paris, remontent à l'Indépendance de l'Inde. En 1949, les deux États passent, dans la plus grande discrétion, un accord dans le domaine du nucléaire civil. Puis, en 1998, les deux parties évoquent — également en secret — l'ouverture de négociations avec Areva. Le 30 septembre 2008, Paris est le premier pays à signer avec New Delhi un accord bilatéral sur la coopération dans le nucléaire civil, quelques semaines avant les États-Unis. Le nucléaire devient le pilier de la coopération économique et diplomatique franco-indienne. Ça tombe bien, il est pour l'Inde le passage obligé pour s'affirmer comme grande puissance, et pour atteindre, coûte que coûte, une croissance à deux chiffres. Équipé de vingt centrales, le pays prévoit ainsi de gonfler sa production nucléaire de 4750 mégawatts pour atteindre 63 000 mégawatts en 2032, faisant passer sa part de production nationale d'électricité de 3% à 25% d'ici 2050.

« *Le plus grand complexe nucléaire du monde* »

Les Français, comme les Indiens, fanfaronnent. Ils tiennent là « *le plus grand complexe nucléaire du monde* ». Mais c'était sans compter sur la colère des gens du coin. Des paysans qui refusent de céder leurs terres, des pêcheurs qui veulent sauver leur travail. Alors, au pied du premier mur d'enceinte qui se construit depuis 2011, la lutte s'organise. À l'entrée de la zone, le grand panneau planté au carrefour a été gribouillé à la bombe noire. « *Même s'ils commencent à construire, nous nous battons jusqu'au bout. Leurs réacteurs ne démarreront pas.* » C'est comme cela qu'ils parlent, les bouseux de là-bas.

Depuis, la catastrophe de Fukushima a ravivé la contestation. Maintenant que les réacteurs nippons répandent leur poison, on prête attention aux rapports scientifiques qui alertent la population : Jaitapur est sur une zone sismique à haut risque. Le drame du Japon renforce la colère des habitants. New Delhi fait son premier pas en arrière et déclare vouloir attendre les résultats des tests sur les EPR avant de poursuivre la vente. Paris s'inquiète de la nouvelle loi indienne sur la responsabilité en matière nucléaire, votée en 2010. En cas d'accident, cette dernière engage la responsabilité du fournisseur, en l'occurrence Areva, et non celle de l'opérateur comme le prévoient les règles internationales habituelles. La vente officielle des réacteurs, prévue pour octobre 2011, n'a donc toujours pas été signée. Devant les caméras, les industriels veulent se montrer « *confiants* ». Ils ne lâcheront rien. « *Aujourd'hui, nous croyons avoir conçu et proposé les réacteurs EPR les plus sûrs et les plus efficaces*

qui correspondent aux recommandations du NPCIL. Nos discussions sont en cours et sont encourageantes », déclare le 2 février Arthur de Montalembert, le président d'Areva India, à la presse indienne. Areva ne tarit pas d'éloges envers l'Inde, « *la plus grande démocratie du monde* », et encense sa police, ses commissariats, son sens de la justice. Son sens de la gâchette aussi : le 18 avril 2011, un bataillon de la police du Maharashtra fait feu sur la foule, tuant un manifestant. Inculpées à la va-vite, une quarantaine de personnes sont aujourd'hui en procès. Tout est fait pour les réduire au silence. Et le mur avance, lentement mais sûrement, au nez des habitants.

Areva, rentre, rentre, chez toi !

« *Areva Parat Ja!* », Areva, rentre chez

toi : la phrase est dans toutes les bouches. Les sympathisants du mouvement n'ont pas beaucoup d'argent. Ils font sans, amenant leur présence, quelques photocopies des textes antinucléaires traduits en marathi. En 2008, lorsque les mobilisations ont commencé, Satyajit Chavan n'avait encore jamais milité. Originaire de la région, ingénieur-mécanicien à Bombay, il s'évade dès qu'il peut.

Après une nuit de bavardages avec un copain résidant près de la gare, le voilà dans le train, debout faute de ticket, pour rejoindre « *son Konkan* », cette région qui l'a vu grandir. Dans son sac, il a le bouquin de la sociologue française Annie Thébaud-Mony, *L'industrie nucléaire : sous-traitance et servitude*, traduit en anglais. « *Je suis un écolo radical* », assène-t-il en guise de présentation, avant d'ajouter qu'il n'est membre d'aucun parti politique. Il soutient les mouvements de résistance, se bat pour « *une transformation radicale de la société* ».

Arun l'accompagne. Ce cinquantenaire aux yeux malicieux et à la barbe grisonnante est un ancien du mouvement ouvrier. Il est militant « *à plein temps* » et a rejoint le parti marxiste-léniniste il y a quelques années. Finalement, c'est un peu partout pareil : quel que soit le pays, la centrale se dresse sur une côte perdue, difficile d'accès. Après cinq heures de train, nous voilà dans un bus puis dans une jeep, un taxi collectif, où nous nous entassons à douze. En face de moi, une très vieille femme rajuste son fichu, sur les sièges du milieu, une petite fille a mal au cœur. La roche rouge éruptive dont est fait le sol renvoie une poussière pourpre. La mer est partout, souvent de chaque côté des ponts que l'on traverse, et la végétation très dense. Après plus d'une heure de voyage, dans la voiture les langues se délient. Les passagers, questionnés par Arun et Satyajit, assurent qu'ils sont prêts à détruire le mur.

Le deuil collectif nourrit la colère. Depuis la mort l'année dernière de Tabrez Sayekar sous les balles des policiers, des liens de solidarité se sont tissés entre les villages. Le drame est resté dans les cœurs. Il est là, dans les nouveaux livrets à distribuer, où figure la photo des 3000 personnes présentes aux funérailles et entourant le cercueil, sur la place du village. Dans les poignées de main. Dans la poussière des chemins et le souffle des arbres, ces témoins impassibles. Au petit port de pêche de Sakhri Nate, une bourgade de 8000 résidents, presque tous musulmans, les maisons de briques rouges s'étalent entre la mosquée et le bord de l'eau. Les hommes portent le calot blanc, les femmes remontent un pan de leur sari afin de couvrir leurs cheveux. Elles sont occupées à laver le linge au lavoir, à l'entrée du hameau. Nous nous serrons sur les bancs de la buvette du village pour boire le *chai* de bienvenue. Puis, dans la salle communale, Mansoor, Masjid, Karim et Feiroz viennent s'asseoir en tailleur pour raconter leur histoire — et honorer le souvenir du *shahid*, le « martyr ».

Comme beaucoup d'autres, Tabrez, âgé de 36 ans, s'inquiète de perdre son travail : « *Sans nous demander notre avis, ils ont décidé d'un projet qui va perturber toute notre vie, nos habitudes, notre métier de pêcheurs. Les paysans, on leur propose des indemnités pour leurs terres. Mais pour nous, il n'y a rien!* ». Ici, la pêche est toujours bonne. Chaque soir, 50000 kilos de crevettes, de calamar, de pomfrets, de bangdas et de surmais (poissons perciformes), d'huîtres et de moules sont ramenés par quelque 600 bateaux, des barques et des chalutiers. Ils sont ensuite vendus dans le reste du pays et exportés à l'étranger. « En

rejetant dans la mer des litres d'eau chaude, la centrale va déplacer nos réserves de pêche », poursuit le pêcheur.

On craint aussi l'arrivée des garde-côtes qui viendront confisquer des pans entiers de leur mer, au nom de la sécurité du site. Selon les autorités, la pêche ne sera pas perturbée. « *Ils mentent* », rétorque Masjid. Cinquante-deux milliards de litres d'eau seront déversés chaque jour par la centrale, à une température de 5°C plus élevée que celle de la mer. Les rapports des scientifiques révèlent que cela aura un impact sur toute la chaîne alimentaire et déplacera les bancs de poissons et les zones d'habitat des crustacés. Même un demi-degré peut nuire à certaines espèces, comme la crevette, une ressource très importante pour les pêcheurs.

Arun me présente « le petit héros du village ». Zubhak nous tourne autour depuis tout à l'heure, joue à cache-cache entre les tables. Il a une cicatrice au front. Du haut de ses 10 ans, il est le plus jeune rescapé des tirs du 18 avril 2011, touché ce jour-là par une balle, tout comme Shahrakh Nuroodeen, 16 ans, et Zaihim Zakir, 17 ans. Arun a précieusement gardé dans son téléphone portable les photos qu'il a prises le lendemain, à son arrivée sur les lieux. La maison devant laquelle les policiers ont tiré, qui aujourd'hui ressemble à toutes les autres, n'a plus de vitres sur la photo. Sur un autre cliché, on distingue deux balles et un bâton de policier, au milieu du verre brisé qui jonche le sol.

Ce jour-là, un impressionnant bataillon de la State Police Reserve Force (SPRF), la division du Maharashtra, arrive en renfort pour boucler le village de Sakhri Nate. « *La police et les médias ont déclaré*

« EN REJETANT
DANS LA MER
DES LITRES D'EAU
CHAUDE,
LA CENTRALE
VA DÉPLACER
NOS RÉSERVES
DE PÊCHE. »

que ce sont les villageois qui ont attaqué les premiers, mais la vérité, c'est que personne n'était là quand le village s'est fait encercler. Il y avait juste les femmes et les enfants dans les maisons. C'est à ce moment qu'ils se sont mis à frapper les femmes », raconte Mansur. Le matin du 18 avril, environ 800 habitants des alentours se rassemblent sur le plateau, là où les premières fondations du mur doivent être posées. Ils tentent d'interrompre le chantier, lancent des projectiles, mettent le feu à l'herbe. Rapidement, 500 policiers débarquent et commencent à charger. En bas, au village, les femmes s'inquiètent. « *Une rumeur annonce que leurs hommes sont détenus au poste. Elles partent alors à quelques dizaines jusqu'au commissariat, s'y introduisent et demandent où sont passés leurs maris* », complète Madjid. Elles se sont fait chasser à coups de bâton. Sur le chemin du retour, un fourgon de la SPRF leur barre la route. Il y a environ quatre-vingts policiers qui, face à la colère du petit groupe, tirent une première fois, des coups en l'air, puis sur les villageois, et un premier homme est blessé.

« Une foule
violente »

Tabrez s'effondre, touché à l'abdomen. Son ami Mushtaq, alors qu'il vient à son secours, est touché à la tête. Huit personnes sont gravement blessées, environ trente plus légèrement. Parmi eux beaucoup de femmes et d'enfants. Les rapports notent que de nombreuses blessures témoignent de tirs visant les victimes au-dessus de la taille. La personne qui a donné l'ordre de tirer n'est autre qu'Ajit Pawar, le *collector* du district (l'équivalent du sous-préfet). Celui-là même qui ne cesse de tourmenter les femmes du village lorsqu'elles participent aux manifestations, les menaçant d'en venir aux mains. Celui-là même qui force les instituteurs à annoncer la propagande pro-nucléaire dans les écoles publiques de la région. La famille de Tabrez demande l'ouverture d'une enquête. Ajit Pawar sera promu *subdivisional officer* et muté un peu plus loin.

L'État français rassure ses banques

Quatre banques françaises (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Natixis) ainsi qu'HSBC se sont dites intéressées pour participer au financement de la centrale de Jaitapur. Le Nuclear Power Corporation of India (NPCIL), l'exploitant public indien, n'apportera que 30% en fonds propres tandis que les 70% restants seront des prêts, d'un montant de 3 à 4 milliards d'euros. « *Il est évident que durant les négociations sur le financement d'un tel projet, le fournisseur français Areva pose ses conditions face à l'opérateur indien et qu'il cherche à favoriser les banques françaises* », analyse Yann Louvel de l'organisation BankTrack. Alors que le premier ministre indien dénonce dès qu'il le peut l'influence étrangère derrière les mobilisations antinucléaires locale, il est le premier à laisser des multinationales françaises financer son électricité.

Les banques — dont la BNP, première d'entre elles à financer le nucléaire dans le monde — acceptent de financer cette énergie grâce à un mécanisme dont personne (ou presque) ne connaît l'existence : la garantie d'État par la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur), l'agence de crédit à l'exportation française.

Cette société privée est missionnée par l'État pour garantir une société exportatrice contre le risque de non-paiement. La Coface, privatisée en 1994, cotée en bourse entre février 2000 et avril 2004, appartient désormais à 100% au groupe bancaire français Natixis. Elle est née en 1946, lorsque les États ont commencé à mettre en place des mécanismes visant à apporter un soutien public à l'exportation de technologies nationales — dont l'armement.

Le mécanisme est simple. L'organisation Greenpeace en livre une explication sur son site : « *Lorsque l'importateur (étranger) risque de ne pas rembourser la facture, l'exportateur qui a souscrit un contrat d'assurance avec l'organisme assureur (la Coface pour la France), le sollicite pour qu'il le paie à la place du client défaillant. Si le montant des indemnités versées par l'organisme assureur est supérieur au montant des primes d'assurance perçues, il se rembourse, en toute légalité, dans le budget public. Autrement dit, l'objectif de ce système est de transférer le risque qui pèse sur une transaction de l'investisseur privé, à savoir la banque, vers l'État, à savoir le contribuable. Pourtant, les citoyens sont maintenus dans l'ignorance de l'existence ou du fonctionnement de cette structure : le secret commercial est opposé*

à toute demande de transparence. » Pour la France, grand fournisseur de nucléaire, la combine est capitale, car elle permet de rassurer les banques privées, qui n'accepteraient pas, sans cela, d'assumer les risques d'un tel projet. « *Autrement dit, les banques occidentales reçoivent de la part des États nucléaires des garanties pour financer aveuglément des projets nucléaires dangereux à l'étranger, leur permettant ainsi d'exporter leurs technologies* », conclut Greenpeace.

La BNP, qui est la banque-conseil dans les négociations et pourrait ensuite devenir la banque arrangeuse, n'a donc pas besoin d'étudier les risques environnementaux, car elle sera de toute façon remboursée. La Coface, elle, a déjà lancé des études environnementales en février, par deux cabinets privés, l'ERM et Enconet, qui devaient durer huit semaines. Celles-ci ne sont pas achevées. En effet, depuis Fukushima, le dossier n'est toujours pas officiellement transmis à la BNP et aux autres banques. Les visites prévues en Inde ont été reportées. « *Pour le moment, seuls des contacts préliminaires ont eu lieu. Et pour la garantie Coface, il faudra attendre le feu vert de Bercy, le ministère qui a missionné la société* », explique Yann Louvel de BankTrack.



8 L'OBLIGATION D'ABANDONNER LA CÔTE ET LES TERRES, SANS OFFRE DE RELOGEMENT, POUR UNE ÉLECTRICITÉ QUI NE LEUR PROFITE PAS.

fier la répression, les forces de l'ordre accusent le parti du Shiv Sena, l'opposition parlementaire du Maharashtra, d'avoir manipulé les foules. Le Shiv Sena, trouvant dans la colère locale une aubaine pour dénoncer le parti au pouvoir qui cautionne le projet, est certes un des premiers à soutenir la résistance. Mais ses manœuvres politiques ne suffisent pas à confisquer le mouvement, qui n'accepte — du moins pour le moment — aucune étiquette.

Depuis la mort de Tabrez, on est désormais prêt à recevoir la police comme il faut. « Ici, les femmes sont combattives. Elles ne se laissent pas faire », commente Satyajit. On peut compter sur elles, semble dire le ton de sa voix. En octobre dernier, l'une d'entre elles a attaché une policière à un arbre, et l'a laissée là toute la journée. La plupart du temps, les forces de l'ordre n'osent même plus entrer dans le village. « Ils ont trop peur », assure Karim, les sourcils froncés. « Nous avons jusqu'ici utilisé des moyens démocratiques et pacifiques pour exprimer notre colère. Aujourd'hui nous allons perdre notre sang-froid et les autorités n'auront qu'à s'en prendre qu'à elles-mêmes ! »

Le mirage des emplois

« Les gens du Nuclear Power Corporation of India nous promettent du travail, des emplois bien payés, mais nous gagnons bien assez. Nos enfants vont à l'école et nous employons chaque année toujours plus d'ouvriers sur nos bateaux », s'exclame Masjid. Les travailleurs saisonniers d'origine népalaise gagnent entre 300 et 400 roupies par jour (5 et 7 euros), une somme bien plus élevée que le salaire minimum obligatoire de 100 roupies (1,7 euro). Bien sûr, comme dans tous les pays nucléarisés, de Flamanville à Fukushima, l'implantation d'une centrale est toujours enrobée de promesses : emplois, bons salaires pour payer les études des enfants, attributions de budgets aux mairies pour refaire une salle communale, construire une piscine avec un toboggan géant. Ici, on promet surtout

l'électricité en continu, sans les coupures de courant. « Qui a dit que les coupures d'électricité nous rendaient malheureux ? », lance Feiroz avec un air de défi. « Cette électricité, elle partira sur le réseau national, nous n'en verrons pas la couleur. Elle est pour les gens des villes, pour les entreprises, pour Bombay. Si le développement, c'est partir de chez nous, alors je n'en veux pas ! », s'exclame-t-il.

Satyajit a emmené quelques pêcheurs de Sakhri Nate rencontrer leurs collègues de Tarapur, là où fut décidée la construction de la première centrale nucléaire indienne, en 1967. À 150 kilomètres au nord de Bombay, autour d'un thé, pendant des heures, ils ont entendu leur histoire. D'abord, il y eut l'obligation d'abandonner la côte et les terres, sans offre de relogement, pour une électricité qui ne leur profite pas : ils continuent de subir 8 à 10 heures de coupures de courant par jour. Puis il y eut l'amenuisement des réserves de pêche avec la mise en route de deux nouveaux réacteurs en 2005, obligeant les bateaux à partir beaucoup plus loin, rendant la pêche plus coûteuse et risquée. Enfin, il y eut les embauches à la centrale : des jobs intérimaires, dangereux et non protégés, pour une somme de 200 à 250 roupies par jour alors qu'on gagnait le double auparavant.

À Sakhri Nate, l'idée qu'il faudra peut-être partir, abandonner le village pour retrouver de quoi vivre, émerge, sans être formulée aussi directement. Comme si la pensée était trop douloureuse. Mais elle est là, dans les espaces entre les mots. Dans les discours des femmes qui viennent les unes après les autres me répéter : « On n'en veut pas de cette grosse entreprise étrangère, on n'en veut pas. Qu'ils restent chez eux. » L'une d'entre elles passe de longues minutes à m'énumérer toutes les espèces de poisson disponibles, comme autant de raisons de vivre avec la mer.

« Je suis né ici, je mourrai ici », prévient Feiroz, l'artiste du village. Il a 26 ans. Non, il ne rêve pas de partir à la ville, de faire fortune, d'aller au cinéma ou au nouveau centre commercial. Il est bien là où il est. Comment penser le contraire ? À la tombée du soir, je monte sur un chalutier pour en faire le tour. Tout à coup, nous voilà partis vers le large. Ils m'emmènent voir le phare derrière lequel seront posés les EPR. Les femmes, assises à l'arrière, chantent des slogans. Il manquait à cette carte postale des dauphins : les voici sur notre droite, leurs ailerons sortant de l'eau. « Please, don't forget my Konkan », me demande Faïroz le lendemain, au téléphone (et en anglais), alors que j'attends le train qui me ramène à Bombay. Qu'il soit rassuré : sa région n'est pas un endroit que l'on oublie...



Au hameau de Madban, à 500 mètres du mur

Pravin Govankar, est déjà passé trois fois par la case prison depuis le début du mouvement. Il habite de l'autre côté de la pointe, à 500 mètres de la future centrale, au village de Madban. Avec sa femme, Parmila, ils font partie des 2334 propriétaires à qui l'on a réquisitionné les terres et préside l'organisation locale contre le projet, le Janhit Seva Samiti. Il y a quelque temps, les autorités locales ont supprimé le bateau à vapeur qui faisait la liaison entre Bombay et le village. Et cela fait bien longtemps que les gens de Madban attendent la construction d'une jetée pour transporter les mangues et le poisson jusqu'à Bombay. « Ce que nous voulons, ce sont des entreprises locales, pour transformer nos fruits, faire du jus ou des conserves », résume-t-il. Les époux Govankar, qui vivent avec leur plus jeune fils et sa femme, habitent une jolie maison de trois pièces, agrémentée d'un jardin de palmiers et de manguiers, où poussent aussi les bananes et les ananas. Ils vivent de la vente de ces fruits et de la culture de quelques céréales. .

Depuis que les émissaires du gouvernement sont arrivés avec leurs cheveux bien peignés et leurs chaussures brillantes leur annoncer que l'État allait prendre leurs terres, toute leur vie a basculé. Un peu plus haut sur la colline, là où le mur se dresse aujourd'hui, 24 de leurs hectares ont été

réquisitionnés. Un beau jour de 2005, comme tous les autres propriétaires des cinq villages concernés par l'opération, Praveen et Parmila reçoivent des avis de réquisition. Ils n'ont pas le choix : ils doivent donner leur terre au gouvernement. En vertu d'une loi coloniale (*Land Acquisition Act*), votée en 1894 à l'époque de l'Inde britannique, l'État s'arroge le droit de « s'approprier les terres de n'importe quel propriétaire afin de poursuivre un certain objectif public ou pour une entreprise ». Il peut alors se saisir des terres, même contre la volonté des propriétaires, en versant une indemnisation. C'est ainsi que l'Inde passe aujourd'hui en force tous ses projets d'industrialisation. Aux quatre coins du pays, elle vole au peuple sa terre pour l'offrir aux grandes entreprises venues faire des affaires. Les époux Govankar refusent cette spoliation, comme l'écrasante majorité de leurs voisins.

Des lois martiales pour réquisitionner les terres

Face aux résistances, une loi martiale est imposée sur la région : en vertu d'une section du Code pénal indien datant lui aussi de l'époque coloniale, elle donne le pouvoir à la police d'arrêter tout individu participant à un rassemblement de plus de quatre personnes. Cette situation inédite pour les gens du coin marque le début d'un État d'urgence qui ne dit

Areva et les petits pauvres indiens

Pour soutenir les activités de mécénat de l'entreprise, « impliquer les salariés et donner plus de visibilité », Areva décide en 2007 la création de sa propre fondation. Dotée de 1,2 millions d'euros par an, elle circonscrit ses actions « dans les pays d'implantation du groupe », qu'elle appelle elle-même les « zones stratégiques », indique au téléphone Coralie Perrissol, en charge des partenariats à la fondation. Dès cette année-là, elle débute ses activités philanthropiques en Inde, finançant la construction d'une école dans le nord du pays et soutenant le développement des villages « FXB » (du nom de l'association François-Xavier Bagnoud) dans l'Est indien. Certains salariés commencent même à parrainer les élèves. Comme l'avait déjà analysé la revue Z dans « Retour social sur investissement », (numéro 5), la fondation permet d'abord à l'entreprise de consolider l'ancrage du groupe au niveau local, de s'offrir une image de mécène solidaire, impliqué pour des causes nobles — la charité aux indigents. « Notre mission, c'est la philanthropie », me répète Coralie Perrissol.

Les activités de la fondation permettent également de rassurer les salariés, qui pourraient douter de leur entreprise devant les critiques dont elle est la cible. La fondation, qui finance actuellement deux bateaux-hôpitaux sillonnant le Gange pour aider « des populations extrêmement pauvres », est le gage de la respectabilité d'Areva en Inde. À ce jour, cinq organisations françaises basées en Inde ont été aidées financièrement par Areva. On ne connaîtra pas le montant, car « la fondation n'a pas l'habitude de diffuser ces chiffres », explique Coralie Perrissol.

Avant tout, la fondation est une vitrine précieuse pour l'image de marque de l'entreprise : obtenir une interview sur la vente des EPR à l'Inde relève du parcours du combattant tandis qu'il est facile de s'entretenir avec les responsables de la Fondation Areva sur les opérations de mécénat. La fondation est donc un outil indispensable pour vernir l'image du groupe. En favorisant des associations françaises, Areva se garantit des retombées médiatiques dans la presse : des magazines comme *Elle*¹ écrivent régulièrement sur les actions dans les pays pauvres sous mécénats d'entreprises. En bref, il s'agit d'« investir stratégiquement », comme l'écrit sur son site internet l'association François-Xavier Bagnoud, partenaire d'Areva. FXB ne cache rien, son message destiné aux financeurs a le mérite d'être clair : il est déclaré qu'« en tant que Global Partner », vous pourrez : • visiter votre Village et rencontrer les familles • renforcer la notoriété de votre marque • enrichir l'éthique de votre entreprise • bénéficier d'une page Internet personnalisée que vous pourrez partager avec vos employés et vos clients ». Tout cela pour la bonne cause.

pas son nom. Sous couvert de défendre un « objectif public » et au nom du « développement », la démocratie indienne use de lois héritées d'un système répressif colonial afin d'anéantir toute menace contre l'intérêt national. Ici, en terme d'« intérêt national », il s'agit surtout des intérêts de l'industrie nucléaire.

En décembre 2009 et janvier 2010, lorsque les chaussures cirées débarquent pour distribuer les « chèques » et prendre physiquement possession des terrains, ils sont accueillis avec des drapeaux noirs. Le gouvernement régional du Maharashtra a bien essayé d'augmenter comme il le pouvait le montant des indemnités. Alors que la loi fixe le prix de l'hectare d'une « terre aride » entre 50 000 et 250 000 roupies (entre 765 et 3825 euros) l'hectare, celui-ci est proposé au prix de 2 millions de roupies, soit 30 600 euros. « L'indemnisation la plus élevée qui n'ait jamais existé », titre le *Times of India*. Peine perdue. Au total, seuls 5% des concernés acceptent l'argent, soit 126 propriétaires qui pour beaucoup n'habitent pas la région. « Ces terres ne veulent rien dire pour eux », commente Pravin.

« L'argent qu'on nous offre n'est rien comparé à la richesse de notre terre. Nous sommes aujourd'hui menacés par une industrie dangereuse, dont les radiations peuvent polluer notre nature et rendre malades nos enfants », poursuit Parmila. Assis à côté d'elle, son mari acquiesce. Il cite le scientifique Surendra Gadekar, qui a mené une étude sur le pourcentage anormalement élevé de cancers et de malformations près des réacteurs du Rajasthan, plus au Nord, ainsi qu'à proximité des mines d'uranium du Jharkhand, à l'Est. Comme le rappelle Greenpeace, l'exposition aux radiations des salariés du nucléaire en Inde est dix fois supérieure à la moyenne mondiale.

Plus de 1700 salariés et scientifiques sont morts de maladies liées à une exposition aux radiations entre janvier 1995 et mars 2010. Le 24 novembre 2009, une cinquantaine de travailleurs sur la centrale de Kaiga sont hospitalisés après avoir été exposés à une dose extrêmement forte de radioactivité.

FACE AUX RÉSISTANCES, UNE LOI MARTIALE EST IMPOSÉE SUR LA RÉGION.

Une Zone sismique très active

Après un long sentier entouré de manguiers et d'anarcadiers, nous voici sur le plateau. De loin, il est dur de se faire une idée. De près, on comprend mieux. Le mur fait trois mètres de haut, trois kilomètres de périmètre. Il est parcouru sur toute sa longueur de barbelés aux lames coupantes, faites pour blesser. La police garde l'entrée. Nous longeons le mur sur le côté extérieur, à l'opposé des portes gardées. À l'angle du mur, la falaise tombe à pic : une grande faille qui s'enfonce dans le sol. « Ça date du dernier tremblement de terre », me dit le fils de Praveen. Jaitapur, traversée par trois failles tectoniques, est une zone « à haut risque sismique », selon le bureau gouvernemental d'étude géologique, le Geologic Survey of India.

Le 11 décembre 1967, un séisme de magnitude 6,4 frappe Koyna, à une centaine de kilomètres au nord de Jaitapur, tuant 177 personnes et faisant 50 000 sans-abri. En 1993, le tremblement de terre de Latur, lui aussi dans la région de Jaitapur, d'une intensité de 6,3, tue 9700 personnes. Un rapport publié en novembre 2011 par deux scientifiques dans *Current Science*, une très sérieuse revue de New Delhi, affirme que « la région a les mêmes propriétés sismiques que les zones de Koyna et Latur » et précise qu'un séisme d'une magnitude d'au moins 6 sur l'échelle de Richter pourrait frapper la région de Jaitapur. Le NPCIL répond que ses propres analyses écartent le moindre mouvement sismique sur un périmètre de 39 kilomètres autour de Jaitapur. Et chez Areva, on ne se sent pas concerné. « C'est aux autorités indiennes de décider de l'implantation des centrales. Le risque sismique pour Areva est pris en compte dans le cahier des charges et donc dans la conception même des réacteurs », déclare le service presse.

« Nous ne voulons pas d'un nouveau Fukushima »

Chez les Govenkar, la phrase revient sans cesse, comme dans la bouche de tous les villageois rencontrés. « Le risque est là, kuch bhi ho sakta hai, tout peut arriver », répète Praveen. « S'ils sont si sûrs qu'il n'y aura pas de catastrophe, pourquoi ne construisent-ils pas cette centrale sur Mallabar Hill ? [un quartier huppé de Bombay] Après tout, c'est pour ces gens-là qu'on achète du nucléaire », propose Praveen. Lors d'une énième opération de communication, un représentant du NPCIL a affirmé, quelques jours plus tôt, que le terrain acquis était « aride », « sans



aucune activité d'agriculture ». Les villageois ne sont pas de cet avis : le plateau est utilisé pour laisser paître les troupeaux. Et l'endroit contient une terre appelée « baul », sur laquelle un riz de très haute qualité est cultivé. « Au moment de la mousson, l'herbe est d'un vert intense », me montre Satyajit, à l'endroit du prétendu désert. En fait, nous marchons sur le sol de « l'un des dix plus grands points chauds de biodiversité » de la planète, c'est-à-dire les zones les plus riches et les plus fragiles du globe, à protéger en priorité, selon l'organisation non gouvernementale Conservation International : plus de 5000 espèces de plantes et fleurs, 139 espèces de mammifères, 508 d'oiseaux et 179 d'amphibiens — dont 325 sont menacées au niveau planétaire.

Fermant les yeux sur cet écosystème, le ministre de l'Environnement de l'époque, Jairam Ramesh, a donné le feu vert au projet, tout juste une semaine avant l'arrivée de Nicolas Sarkozy venu à l'occasion de la signature du contrat entre Areva et le gouvernement indien. Sacrifiant la richesse environnementale du lieu sur l'autel de la « diplomatie mondiale », il fait reposer sa décision sur le fameux rapport environnemental (*Environnement Impact Assessment*). Celui que personne n'a pu lire avant la réunion de concertation. Dans ce rapport, les deux criques principales situées de part et d'autre de la pointe où doit se trouver la centrale ont tout bonnement été déclarées « fermées ». Comprendre « inhabitées ». Dans ce rapport, l'étude des courants marins est fondée sur des chiffres datant de 1989. Aucune étude n'a été faite sur les effets d'une augmentation de la température de l'eau sur la vie marine et les réserves de pêche. Malgré les contre-expertises et les appels de nombreux scientifiques, aucune réévaluation n'a été initiée.

¹ Dans l'article paru en décembre 2011 « Inde : les femmes changent les règles », le magazine *Elle* présente un atelier de confection de serviettes hygiéniques lancé par la fondation FXB — et financé en parti par la fondation Ellew.

EPR
cache-misère

« Leur EPR n'a encore jamais été testé, accuse Praveen. Comment peuvent-ils être si sûrs de sa sécurité ? » Dans les villages, tout le monde sait que le réacteur qui fait la fierté des Français est un gouffre financier. On sait aussi que les EPR actuellement en construction en France et en Finlande ont deux et quatre années de retard, et coûtent chacun 3 milliards d'euros de plus que prévu. De nombreux problèmes concernant la qualité des composants et la sécurité des installations sont apparus en Finlande et en France, notamment pour avoir voulu réduire les coûts en attribuant les marchés à des entreprises sous-traitantes peu regardantes en matière de sécurité. Comment ne pas craindre la transposition d'une telle situation en Inde ? Comment ne pas être inquiets dans un pays où les règles, lorsqu'il y en a, sont allègrement ignorées ? « Avec la faiblesse des normes de sécurité existantes et la réduction des coûts en Inde, on peut s'attendre à des contournements encore plus grands et une moindre qualité de construction », met en garde Greenpeace India. La liste des incidents techniques est longue, la plus frappante étant sans doute celle de l'effondrement de l'enveloppe qui doit protéger le réacteur, à la centrale de Kaiga, plus au sud. Par ailleurs, aucune proposition n'a été trouvée pour le stockage des déchets, les autorités se réservant le temps d'étudier la question pour les années futures.

« la porte
d'un futur
prospère »

L'État d'urgence que subissent les habitants de Jaitapur révèle un enjeu qui dépasse bel et bien la question du choix énergétique : avant tout, le nucléaire cristallise en lui la question de l'honneur national. Outil indispensable pour s'affirmer comme nation riche et respectée, l'atome incarne la « porte d'un futur prospère », pour reprendre le titre du long exposé de l'ex-président indien Abdul Kalam, publié sur deux pleines pages dans le quotidien *The Hindu*, le 6 novembre dernier. « La croissance économique va demander de l'énergie en quantité massive. Devons-nous permettre à un accident qui s'est produit au Japon sur un réacteur de plus de quarante ans, survenu dans des conditions naturelles extrêmes, de détourner nos rêves de nation développée ? », demande Kalam avec son art de la persuasion.

On retrouve aussi, chez Kalam, l'utilisation subtile d'une autre fibre sensible, celle du refus de se laisser dominer par le monde développé, au regard de l'oppression vécue comme ancienne nation colonisée. « Nous devons garder la tête froide face au tir de

barrage antinucléaire, qui souvent vient des pays qui en tirent le plus grand profit. Le monde développé a la fâcheuse habitude de présenter sa réussite dans un contexte biaisé afin de berner les nations émergentes comme l'Inde, qui sont un défi potentiel [...]. Ce dont l'Inde a besoin, nous les Indiens sommes les seuls à pouvoir le décider », affirme-t-il. Enfin, l'ex-président finit sur une note conquérante, où l'on perçoit l'enjeu de la place de l'Inde au sein de la communauté internationale : la présence de thorium sous le sol indien, un métal qui pourrait à terme servir de combustible nucléaire, est une « opportunité » extraordinaire pour se défaire de la dépendance aux énergies fossiles (charbon et pétrole comptent pour 3/5^e de l'énergie produite en Inde) et permettre au pays d'« émerger en tant que capitale énergétique du monde et même de devenir la première économie du monde, grâce à sa main-d'œuvre jeune et abondante ».

Oser s'attaquer à cette énergie du progrès, c'est donc s'en prendre directement aux intérêts étatiques et à l'épanouissement de l'Inde dans le concert des grandes nations. Parce qu'ils combattent sur le territoire même de l'Inde sa volonté de puissance, les antinucléaires sont devenus une menace de subversion intérieure, au même titre que les populations en résistance, les groupes indépendantistes, ou la guérilla maoïste. Ainsi, dans le sud de l'Inde, où la population empêche depuis des mois le démarrage d'un réacteur livré par les Russes, plusieurs prêtres ont été inculpés pour « sédition » — une section du Code pénal elle aussi héritée des Britanniques — pour leur soutien au mouvement contre la mise en route des réacteurs.

La militante antinucléaire Vaishali Patil a reçu en février un ordre d'éloignement du district de Ratnagiri (où se trouve Jaitapur), qui lui interdit d'y mettre les pieds durant deux ans, sous peine d'emprisonnement. À Madban et Sakhri Nate, les téléphones sont sur écoute. Il est désormais presque impossible de contacter les gens de Jaitapur, qui préfèrent couper l'appel. Selon Greenpeace, et de source ministérielle, les négociations sur la vente des EPR ne reprendront qu'après l'élection française. Mais si l'accord venait à échouer, la bataille n'en serait pas finie pour autant : ce n'est qu'au bout d'un long processus juridique pouvant durer des années que les habitants pourraient récupérer leurs terres, désormais propriété de l'État.

Début mars, alors qu'un militant allemand antinucléaire est expulsé du territoire indien et que New Delhi refuse un visa à une japonaise rescapée du tsunami invitée par Greenpeace, j'envoie un email à Satyajit, pour être sûr qu'il ne lui est rien arrivé. Voici sa

**OSER S'ATTAQUER
À CETTE ÉNERGIE
DU PROGRÈS,
C'EST DONC S'EN
PRENDRE DIRECTE-
MENT AUX INTÉRÊTS
ÉTATIQUES ET À
L'ÉPANOUISSEMENT
DE L'INDE DANS
LE CONCERT DES
GRANDES NATIONS.**

réponse : « Je vais bien. La répression est dans la nature même de l'État. Ça n'est donc pas prêt de s'arrêter. Mais cela ne va pas nous empêcher de manifester, le 11 mars, un an après le début de la catastrophe de Fukushima. » Une dizaine de jours après ce rassemblement, quelque 500 manifestants antinucléaires ont été arrêtés le dans le sud de l'Inde. À Kudankulam, les villageois empêchent depuis le mois d'août la mise en service de deux réacteurs russes. La Russie et l'Inde négocient actuellement la construction de deux autres réacteurs sur le site.



Post-scriptum

Censure
&
crispations

À la fin du mois de septembre 2011, le réseau des Alliances françaises en Inde — associations dévolues à l'enseignement du français et à la promotion de la culture hexagonale — annule en dernière minute un cycle de conférences que je devais présenter. Le sujet : la place du nucléaire dans les médias après Fukushima, en France, au Japon et en Inde. Alors que ce thème avait été validé en avril, je reçois un coup de téléphone du directeur de l'Alliance française de Bangalore, qui coordonne la tournée dans six villes indiennes. Le sujet est trop « sensible », explique le directeur de l'Alliance. Quelques jours plus tôt, l'Inde a fait savoir à Éric Besson, ministre de l'Énergie, qu'elle suspendait sa décision d'achat de réacteurs EPR, en attendant la publication des résultats des évaluations complémentaires de sûreté de l'Autorité de sûreté du nucléaire.

Le conseiller culturel à l'ambassade de France à New Delhi, Max Claudet, affirme à Mediapart que ce qui vient de se passer relève de « la décision souveraine des directeurs ». J'apprends de mon côté, et de source sûre, que c'est à la demande de l'Ambassade que la décision est prise. À l'Alliance française, on parle d'un « risque de récupération » de la part de

journalistes indiens peu scrupuleux. Ils pourraient ne reprendre qu'une partie de mon exposé, la plus critique, pour en faire ensuite un article — défavorable à l'image de marque du nucléaire français. L'invitation est maintenue (les billets sont d'ailleurs payés), mais pour parler d'autre chose. Je décide de ne pas partir, mais la crispation dont je viens de faire les frais m'invite à approfondir le sujet.

Je contacte un consœur du quotidien indien *The Hindu*. Elle m'apprend que son journal a déjà été contacté par l'ambassade de France, à la suite de sa couverture de l'accord entre Areva et l'Inde. On lui reproche directement une position « anti-France » dans ses articles. Par la suite, je décide donc d'écrire un article sur l'énergie nucléaire en Inde, pour un site d'information français. Là encore, je suis confrontée à la machine de communication d'Areva, extrêmement méfiante dès qu'il s'agit de parler des EPR. « Il m'est impossible de vous communiquer les coordonnées des responsables Areva », s'excuse le conseiller Export à la Mission économique de Bombay, qui avoue « être prudent, la presse indienne étant très antinucléaire ». À Paris, une employée du service presse d'Areva assure au téléphone « ne pas bien connaître le dossier » et ne répond finalement pas aux mails. Ce n'est que lorsque j'appelle une

nouvelle fois, prétendant écrire un article sur « le soutien des Français aux ONG indiennes » que je peux entrer en contact avec la Fondation Areva, pour une interview (suivie d'une relecture) durant laquelle le téléphone de mon interlocutrice est sur haut-parleur, afin que la responsable communication-presse puisse entendre notre échange. Il ne sera pas possible d'évoquer la question des EPR de Jaitapur.

À Bombay, de retour de la région de Jaitapur, je décide de me rendre au siège d'Areva, situé dans la banlieue de Bandra, où des dizaines de grandes entreprises sont regroupées dans des tours de verre immenses. Après avoir soigneusement rempli le registre à l'entrée, je passe devant les bureaux de Volkswagen Finance avant de me retrouver devant la réceptionniste d'Areva. Elle s'excuse, personne ne pourra me recevoir, il faut prendre rendez-vous par téléphone. Je sors mon téléphone pour l'appeler sur le sien, qui se trouve à un mètre de moi. Devant l'absurdité de la situation, elle accepte finalement d'appeler la secrétaire du directeur M. de Montalembert. Cette dernière me raccompagne vers la sortie, m'expliquant que tout le monde est absent et que personne ne peut répondre à mes questions. « Envoyez-moi un mail », m'encourage-t-elle. Le mail demeurera sans réponse.